



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Proposition de loi 5875

Proposition de loi

- a) réinstaurant l'automatisme d'indexation des salaires, traitements, pensions et rentes
- b) réinstaurant l'indexation des prestations familiales et du forfait éducation et
- c) instaurant l'indexation automatique du boni pour enfant

et de ce fait

1) abrogeant les articles 1er et 3 de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements

2) modifiant

- a) l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et des traitements
- b) l'article 10 de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet: 1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge;
- c) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance;
- d) l'article 4 de la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité
- e) l'article 4 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;
- f) l'article 3 de la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;
- g) l'article 6 de la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation;
- h) l'article 8 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;
- i) l'article 3 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait éducation
- j) la loi du 21 décembre 2007 relative à la bonification d'impôts pour enfants

Date de dépôt : 22-04-2008

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
22-04-2008	Déposé	5875/00	<u>3</u>
13-10-2009	Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés 1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Premier Ministre, Ministre d'Etat (13.10.2009) 2) Liste des propositions de loi à re [...]	5875/01	<u>11</u>

5875/00

N° 5875**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2007-2008

PROPOSITION DE LOI

- a) réinstaurant l'automatisme d'indexation des salaires, traitements, pensions et rentes
- b) réinstaurant l'indexation des prestations familiales et du forfait éducation et
- c) instaurant l'indexation automatique du boni pour enfant et de ce fait
 - 1) abrogeant les articles 1er et 3 de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements
 - 2) modifiant
 - a) l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et des traitements;
 - b) l'article 10 de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet: 1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge;
 - c) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance;
 - d) l'article 4 de la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité;
 - e) l'article 4 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;
 - f) l'article 3 de la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;
 - g) l'article 6 de la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation;
 - h) l'article 8 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;
 - i) l'article 3 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait éducation;
 - j) la loi du 21 décembre 2007 relative à la bonification d'impôts pour enfants

* * *

Dépôt (M. Gast Gibéryen) et transmission à la Conférence des Présidents (22.4.2008)
Déclaration de recevabilité et transmission au Conseil d'Etat et au Gouvernement (29.4.2008)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Texte de la proposition de loi	2
2) Exposé des motifs	4
3) Commentaire des articles	6

*

TEXTE DE LA PROPOSITION DE LOI

Art. 1er: L'article 1er de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements est abrogé.

Art. 2: Les traitements, salaires, pensions, rentes et autres indemnités et montants généralement adaptés par référence à l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des fonctionnaires de l'Etat seront adaptés à l'évolution du coût de la vie dès entrée en vigueur de la présente proposition de loi.

Art. 3: L'article 10 de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet

- 1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge;
- 2) de modifier la législation existante en matière d'allocation de naissance est modifié comme suit:

„L'allocation de naissance est de 248,70 euros. Elle est versée sur demande et en trois tranches de respectivement 82,90 euros chacune.

Ces montants correspondent à l'indice cent du coût de la vie rattaché à la base de l'indice 1948; ils varient avec cet indice dans la mesure et suivant les modalités applicables aux traitements des fonctionnaires de l'Etat.“

Art. 4: L'article 4 de la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité est modifié comme suit:

„L'allocation est fixée à 28,32 euros par semaine.

Les montants ci-dessus correspondent à l'indice cent du coût de la vie rattaché à la base de l'indice 1948; ils varient avec cet indice dans la mesure et suivant les modalités applicables aux traitements des fonctionnaires de l'Etat.“

Art. 5: L'article 4 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales prend la teneur suivante:

„**Art. 4.** L'allocation est fixée à

- 27,09 euros par mois pour un enfant;
- 32,16 euros par mois pour chaque enfant d'un groupe de deux enfants;
- 39,05 euros par mois pour chaque enfant d'un groupe de trois enfants.“

Le montant alloué pour chaque enfant d'un groupe de quatre enfants ou plus est déterminé par la division de la somme du montant des allocations dues pour un groupe de trois enfants et d'un montant de 52,81 euros pour chaque enfant à partir du quatrième, par le nombre d'enfants présents dans le groupe. Le montant ainsi calculé est fixé à deux décimales près. Les fractions de cents sont arrondies vers le bas si elles sont strictement inférieures à cinq millièmes d'euros.

Les montants ainsi fixés sont majorés mensuellement de 2,36 euros pour chaque enfant à partir du mois où il atteint l'âge de six ans et de 7,08 euros pour chaque enfant à partir du mois où il atteint l'âge de douze ans.

Tout enfant âgé de moins de dix-huit ans, atteint d'une ou de plusieurs affections constitutives d'une insuffisance ou diminution permanente d'au moins cinquante pour cent de la capacité physique ou

mentale d'un enfant normal du même âge a droit à une allocation spéciale supplémentaire de 27,09 euros. Ce droit cesse à partir du mois suivant celui au cours duquel il est constaté médicalement que la diminution de la capacité de l'enfant, telle que définie ci-avant, est inférieure à cinquante pour cent.

L'allocation spéciale supplémentaire est continuée jusqu'à l'âge de vingt-sept ans accomplis au plus pour la personne bénéficiaire d'allocations familiales en application de l'article 3, alinéa 4, pour autant que les revenus de cette personne, y compris les allocations familiales, ne soient égaux ou supérieurs aux revenus visés à l'article 3, alinéa 4, ou ne constituent un revenu garanti ou de remplacement ou une prestation pour adultes handicapés au titre d'un régime non luxembourgeois.

Les montants prévus au présent article correspondent à l'indice cent du coût de la vie raccordé à la base de l'indice 1948; ils varient avec cet indice dans la mesure et suivant les modalités applicables aux traitements des fonctionnaires de l'Etat.

Art. 6: L'article 3 de la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire prend la teneur suivante:

„**Art. 3.** (1) L'allocation de rentrée scolaire s'élève:

- a) pour un enfant à
 - 16,51 euros s'il est âgé de plus de six ans;
 - 23,60 euros s'il est âgé de plus de douze ans;
- b) pour un groupe de deux enfants à
 - 28,32 euros pour chaque enfant âgé de plus de six ans;
 - 35,39 euros pour chaque enfant âgé de plus de douze ans;
- c) pour un groupe de trois enfants et plus à
 - 40,11 euros pour chaque enfant âgé de plus de six ans;
 - 47,19 euros pour chaque enfant âgé de plus de douze ans.“

Les montants prévus au présent article correspondent à l'indice cent du coût de la vie raccordé à la base de l'indice 1948; ils varient avec cet indice dans la mesure et suivant les modalités applicables aux traitements des fonctionnaires de l'Etat.

Art. 7: L'article 6 de la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation prend la teneur suivante:

„**Art. 6.** (1) L'allocation d'éducation est fixée à 70,79 euros par mois quel que soit le nombre des enfants élevés dans un même foyer. En cas d'application des seuils visés à l'article 2, paragraphe 2, l'allocation est réduite dans la mesure où la somme des revenus, déduction faite des cotisations de sécurité sociale et de l'allocation d'éducation dépasse les seuils visés.

Le montant ci-dessus correspond au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1er janvier 1948 et est adapté suivant les modalités applicables aux traitements et pensions des fonctionnaires de l'Etat.“

Art. 8: Le paragraphe (1) de l'article 8 de la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales prend la teneur suivante:

„1) Le congé parental ouvre droit à une indemnité pécuniaire forfaitaire, désignée par la suite „l'indemnité“, qui est fixée à 259,54 euros par mois pour le congé à plein temps et à 129,77 euros par mois pour le congé à temps partiel. Elle est versée en tranches mensuelles pendant toute la durée du congé parental prévue par la présente loi.

Le montant ci-dessus correspond au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1er janvier 1948 et est adapté suivant les modalités applicables aux traitements et pensions des fonctionnaires de l'Etat.“

Art. 9: L'article 3 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation prend la teneur suivante:

„Le forfait d'éducation est fixé à 10 euros par mois au nombre indice cent pondéré du coût de la vie au 1er janvier 1948 et défini pour l'année de base 1984.

Il est adapté au coût de la vie et ajusté au niveau de vie d'après les dispositions des articles 224 et 225 du Code des assurances sociales.“

Art. 10: L'article 2 du Titre II de l'article 5 de la loi du 21 décembre 2007 portant introduction d'un boni pour enfant est complété par le texte suivant:

„Le boni pour enfant est adapté au coût de la vie et ajusté au niveau de vie d'après les dispositions des articles 224 et 225 du Code des assurances sociales.“

*

EXPOSE DES MOTIFS

La présente proposition de loi a trois objectifs:

- 1) supprimer le report de la prochaine cote d'application au 1er décembre voire au 1er mars 2009 en réinstaurant intégralement l'automatisme de l'indexation des salaires, traitements, rentes et pensions à partir de la prochaine cote d'échéance qui se produira vraisemblablement au 1er juillet 2008
- 2) réinstaurer l'automatisme d'indexation des prestations familiales et du forfait éducation à partir de la prochaine cote d'échéance qui se produira vraisemblablement au 1er juillet 2008
- 3) instaurer un automatisme de l'indexation du boni pour enfants à partir de la prochaine cote d'échéance qui se produira vraisemblablement au 1er juillet 2008.

Avec la loi du 27 juin 2006 (loi „Tripartite“) le gouvernement a mis fin au système d'ajustement automatique des salaires, traitements, rentes et pensions et a procédé à la désindexation des prestations familiales et du forfait d'éducation.

*

1) INDEXATION DES SALAIRES, TRAITEMENTS, RENTES ET PENSIONS

En ce qui concerne l'indexation des salaires, traitements, rentes et pensions le comité de coordination Tripartite a retenu en 2006 les conclusions suivantes:

„L'adaptation des traitements, salaires, pensions, rentes et autres indemnités et montants déclenchée par le dépassement d'une cote d'échéance en 2006, est effectuée au 1er décembre 2006.

L'adaptation des traitements, salaires, pensions, rentes et autres indemnités et montants, déclenchée par le dépassement d'une nouvelle cote d'échéance en 2007, est effectuée au 1er janvier 2008. Si toutefois au cours de la période de juillet 2006 à décembre 2007, le prix du baril de pétrole brut de la qualité „Brent“, tel que constaté par le Service central de la statistique et des études économiques, se situe en moyenne à un niveau égal ou supérieur à 63 dollars US, l'adaptation est décalée au 1er mars 2008.

L'adaptation des traitements, salaires, pensions, rentes et autres indemnités et montants déclenchée par le dépassement d'une nouvelle cote d'échéance en 2008, est effectuée au 1er janvier 2009. Si toutefois au cours de la période de janvier à décembre 2008, le prix du baril de pétrole brut de la qualité „Brent“, tel que constaté par le Service central de la statistique et des études économiques, se situe en moyenne à un niveau égal ou supérieur à 63 dollars US, l'adaptation est décalée au 1er mars 2009.“

En suivant à la lettre les conclusions du comité de coordination tripartite, la loi du 27 juin 2006 a modifié les modalités d'application de l'échelle mobile et a mis fin au système d'ajustement automatique des salaires, traitements, rentes et pensions dès que l'inflation cumulée atteint 2,5% de l'indice du coût de la vie (prix à la consommation) pour la période 2006-2009. Pour la période après 2009, le texte de la loi reste muet, ce qui équivaut à constater que le système d'ajustement automatique des salaires, traitements, rentes, pensions et des prestations familiales et du forfait éducation a été supprimé et que pour l'instant il n'existe aucun texte légal déclenchant des adaptations indiciaires pour les cotes d'échéance au-delà du 1er mars 2009.

Les arguments ayant conduit le gouvernement à cette suppression du système d'ajustement automatique des salaires, traitements, rentes et pensions n'ont plus aucune raison d'être. Ainsi, le 26 février

2008 le gouvernement a présenté les comptes provisoires pour l'année 2007. Ces comptes font ressortir un bénéfice d'environ 954 millions d'euros équivalent à 2,5% du PIB. Partant du fait que les acteurs gouvernementaux au sein du comité de coordination tripartite avaient encore prédit des déficits budgétaires substantiels afin de pouvoir justifier leur pression sur les partenaires sociaux, il est maintenant de constater que la situation contraire s'est produite et qu'au lieu de déficits budgétaires nous faisons face à des plus-values non négligeables.

Il n'existe donc plus de justification économique ou financière pour maintenir l'amputation du pouvoir d'achat des salariés et des familles.

Contrairement au texte de la loi du 27 juin 2006 la présente proposition de loi retient que la prochaine tranche indiciaire sera applicable dès sa date d'échéance qui se produira vraisemblablement au 1er juillet 2008. A partir de cette échéance de juillet 2008, les tranches indiciaires suivantes seront applicables dès leurs dates d'échéance comme il était le cas avant la loi du 27 juin 2006.

*

2) PRESTATIONS FAMILIALES ET FORFAIT EDUCATION

Une autre mesure de la loi du 27 juin 2006 consiste dans la désindexation des prestations versées par la Caisse nationale des Prestations familiales ainsi que du forfait d'éducation et fait également suite aux conclusions du Comité de coordination tripartite 2006:

„Afin de créer les marges budgétaires suffisantes pour financer les nouvelles priorités dans le domaine de la politique familiale, les partenaires sociaux et le Gouvernement conviennent de désindexer le forfait d'éducation et les prestations versées par la Caisse nationale des prestations familiales.

Dans un souci d'équité sociale, le Gouvernement élaborera, en tenant compte des travaux du Conseil économique et social et en examinant le mécanisme des abattements fiscaux existants, un système de crédits d'impôts. Un accord concernant les mécanismes et les modalités d'application de ce système devra être trouvé d'ici le 1er janvier 2008 entre les parties représentées au Comité de coordination tripartite. Ce système deviendra opérationnel en 2008. A défaut d'un tel accord, les prestations sont soumises à nouveau, à partir de janvier 2008, au mécanisme de l'indexation automatique.“

La présente proposition de loi retient que dès la prochaine échéance d'une tranche indiciaire, qui se produira vraisemblablement au 1er juillet 2008, les prestations familiales et le forfait éducation seront repris dans le système d'indexation automatique suivant la cote indiciaire en vigueur à cette prochaine échéance.

*

3) BONI POUR ENFANTS

Par la loi du 21 décembre 2007 le boni pour enfants a été introduit, qui selon le rapport de la commission des finances et du budget „... s'entend notamment comme une compensation pour le gel des allocations familiales décidé par la tripartite“.

S'il est vrai que cette modification favorise notamment les familles avec des enfants à charge et touchant des revenus faibles ou moyens qui n'ont pas pu bénéficier de la modération d'impôt pour enfants ce n'est pas le cas pour les personnes qui jusqu'à la rentrée en vigueur de la loi du 21 décembre 2007 ont pu profiter de la modération d'impôt pour enfant. Pour ces familles, l'introduction du boni pour enfants ne représente qu'un simple remplacement de la modération d'impôts. De ce fait elles ne tirent aucun avantage financier de cette nouvelle disposition. Le boni pour enfants étant également exclu de l'indexation, il subira également, par l'effet de l'inflation, une perte de pouvoir d'achat qui ne sera pas compensée.

Estimant qu'il s'agit d'une prestation familiale comme les autres, il n'y a aucune raison pour ne pas soumettre le boni pour enfants à l'indexation automatique, ceci à partir de la prochaine échéance qui se produira vraisemblablement le 1er juillet 2008.

*

REMARQUE FINALE

Force est de constater qu'il est urgent de légiférer en la matière. Etant donné que les textes actuels restent muets sur une adaptation des salaires, traitements, rentes et pensions au-delà du 1er mars 2009, et à force de constater qu'une tranche indiciaire viendra probablement à échéance le 1er mai 2009, il serait inadmissible de ne pas légiférer dès maintenant et de confier ainsi la mission de se prononcer sur la réintroduction ou non du système d'indexation automatique à la nouvelle Chambre des Députés, résultant des élections législatives de 2009.

Vu l'inflation soutenue des dernières années et vu qu'une prochaine tranche indiciaire viendra probablement à échéance le 1er juillet 2008 et vu que la tranche indiciaire suivante viendra probablement à échéance le 1er mai 2009, il est fortement à craindre que la tranche indiciaire du 1er mai 2009 ne sera pas du tout ou seulement tardivement appliquée, greffant de la sorte une nouvelle fois et inutilement le pouvoir d'achat des salariés et des familles.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1

Les dispositions de la loi du 27 juin 2006 sont abrogées dès l'entrée en vigueur de la présente proposition de loi. A partir de cette date les traitements, salaires, pensions, rentes et autres indemnités et montants généralement adaptés par référence à l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des fonctionnaires de l'Etat seront à nouveau adaptés conformément à la législation en vigueur avant la loi du 27 juin 2006.

Articles 2 à 9

Ces articles réintroduisent l'indexation du forfait d'éducation, des prestations familiales, de l'allocation maternité, de l'allocation de rentrée scolaire, de l'allocation d'éducation, de l'indemnité pécuniaire forfaitaire pour congé parental et du forfait d'éducation.

Article 10

Cet article introduit l'indexation du boni pour enfant.

Vu le caractère urgent déjà décrit dans l'exposé des motifs, et vu le fait que la prochaine cote d'échéance se produira vraisemblablement au 1er juillet 2008, la présente proposition de loi devra entrer en vigueur avant cette prochaine échéance.

Service Central des Imprimés de l'Etat

5875/01

N° 5875¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2009-2010

PROPOSITION DE LOI

- a) réinstaurant l'automatisme d'indexation des salaires, traitements, pensions et rentes
- b) réinstaurant l'indexation des prestations familiales et du forfait éducation et
- c) instaurant l'indexation automatique du boni pour enfant et de ce fait
 - 1) abrogeant les articles 1er et 3 de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements
 - 2) modifiant
 - a) l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et des traitements;
 - b) l'article 10 de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet: 1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge;
 - c) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance;
 - d) l'article 4 de la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité;
 - e) l'article 4 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;
 - f) l'article 3 de la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;
 - g) l'article 6 de la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation;
 - h) l'article 8 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;
 - i) l'article 3 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait éducation;
 - j) la loi du 21 décembre 2007 relative à la bonification d'impôts pour enfants

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Premier Ministre, Ministre d'Etat (13.10.2009).....	2
2) Liste des propositions de loi à retirer du rôle des affaires de la Chambre des Députés.....	2

*

RETRAIT DU ROLE DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PREMIER MINISTRE, MINISTRE D'ETAT

(13.10.2009)

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer, qu'en date du 13 octobre 2009 les propositions de loi reprises sur la liste jointe en annexe ont été retirées du rôle des affaires de la Chambre des Députés.

J'adresse copie de la présente à Madame Octavie Modert, Ministre aux Relations avec le Parlement.

Veillez croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de ma très haute considération.

Le Président de la Chambre des Députés,
Laurent MOSAR

*

LISTE DES PROPOSITIONS DE LOI A RETIRER DU ROLE
DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

- 1) **3407** Proposition de loi concernant l'abolition de la loi du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'Etat
Dépôt: **Monsieur Jean Huss**, le 31.5.1990
- 2) **3512** Proposition de loi en vue de la modification de la loi du 7 septembre 1987, ayant changé celle du 4 avril 1924, portant création de Chambres professionnelles à base électorale
Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 20.3.1991
- 3) **3577** Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes
Dépôt: **Monsieur Henri Grethen**, le 3.12.1991
- 4) **3679** Proposition de loi réglementant les conditions d'accès à l'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 12.10.1992
- 5) **3836** Proposition de loi portant modification de la loi du 8 avril 1993 relative à l'organisation de l'indivision et étendant l'attribution préférentielle en cas de succession aux entreprises commerciales, industrielles et artisanales
Dépôt: **Monsieur Henri Grethen**, le 7.9.1993
- 6) **3840** Proposition de loi complétant la loi électorale (loi modifiée du 31 juillet 1924)
Dépôt: **Monsieur Jean-Paul Rippinger**, le 27.9.1993
- 7) **3878** Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le remplacement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre

- Dépôt: **Monsieur Emile Calmes**, le 22.2.1994
- 8) **4169** Proposition de loi portant a) l'interdiction de circulation des véhicules de poids lourds en transit durant les week-ends b) l'interdiction de dépassement pour véhicules de poids lourds
Dépôt: **Monsieur Lucien Lux**, le 11.6.1996
- 9) **4220** Proposition de loi concernant la réglementation des vols de nuit
Dépôt: **Monsieur Laurent Mosar**, le 16.10.1996
- 10) **4253** Proposition de loi autorisant le gouvernement à participer comme membre fondateur et à accorder une aide financière annuelle à la „Fondation Janis Joplin“
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 5.12.1996
- 11) **4254** Proposition de loi relative à la création d'une Cité de l'action Culturelle, du Livre et de la Musique à Luxembourg
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 5.12.1996
- 12) **4255** Proposition de loi concernant le transport de marchandises par voie terrestre
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 10.12.1996
- 13) **4262** Proposition de loi relative à l'agrément des réviseurs d'entreprises en matière écologique et à l'enregistrement des sites
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 8.1.1997
- 14) **4270** Proposition de loi relative à la responsabilité et à l'assurance obligatoire dans le domaine de la construction
Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 27.1.1997
- 15) **4298** Proposition de loi relative à la création d'un parc économique et naturel de la région de la „Minett“
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 29.4.1997
- 16) **4299** Proposition de loi portant modification de l'article 382 du code pénal
Dépôt: **Madame Ferny Nicklaus-Faber**, le 30.4.1997
- 17) **4354** Proposition de loi portant subventionnement de la mise en oeuvre de systèmes communautaires de management environnemental et d'audit
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 22.9.1997
- 18) **4355** Proposition de loi relative à la modification de la loi du 15 juillet 1993 concernant les débits de boissons non alcooliques
Dépôt: **Madame Anne Brasseur**, le 25.9.1997
- 19) **4360** Proposition de loi portant réforme de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 13.10.1997
- 20) **4401** Proposition de loi portant réglementation du financement des partis et des campagnes électorales
Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 26.1.1998
- 21) **4434** Proposition de loi tendant à modifier la loi modifiée du 16 août 1967 afin de la mettre en conformité avec les exigences de l'article 99 de la Constitution
Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 6.5.1998
- 22) **4550** Proposition de loi concernant la modification des articles 57, 62 et des articles 335 à 339 du code civil traitant de la reconnaissance d'un enfant naturel
Dépôt: **Monsieur Willy Bourg**, le 15.3.1999
- 23) **4551** Proposition de loi portant réglementation des ensembles de coins de terre et jardins familiaux
Dépôt: **Monsieur François Biltgen**, le 16.3.1999

- 24) **4564** Proposition de loi concernant la protection du cheptel piscicole
Dépôt: **Monsieur Jos Scheuer**, le 28.4.1999
- 25) **4567** Proposition de loi relative à l'assistance médicale à la procréation
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 29.4.1999
- 26) **4580** Proposition de loi – concernant l'application aux agents CFL de l'article 4,a) de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès et de l'article IV.23) de la loi du 27 août 1986 modifiant et complétant la loi modifiée du 22 juin 1973 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat – concernant l'application aux pupilles de la nation et aux orphelins de guerre des dispositions de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 21.5.1999
- 27) **4591** Proposition de loi modifiant la loi du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel payé des salariés du secteur privé (modifiée le 26 juillet 1975, le 14 mars 1988, le 22 novembre 1991 et le 12 février 1999)
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 4.11.1999
- 28) **4642** Proposition de loi portant création d'un fonds pour l'énergie
Dépôt: **Monsieur Alex Bodry**, le 14.3.2000
- 29) **4647** Proposition de loi portant sur l'aménagement et la réduction du temps de travail
Dépôt: **Monsieur Jeannot Krecké, Monsieur Lucien Lux**, le 16.3.2000
- 30) **4680** Proposition de loi relative au service de restauration scolaire pour les enfants fréquentant l'enseignement préscolaire, primaire, postprimaire et supérieur
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 27.6.2000
- 31) **4693** Proposition de loi instituant et promouvant l'actionnariat salarié
Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 12.10.2000
- 32) **4711** Proposition de loi 1) portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 relative à l'élection directe des représentants du Grand-Duché de Luxembourg au Parlement européen; 2) portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'organisation d'élections simultanées pour le Parlement européen et la Chambre des députés
Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 21.7.2000
- 33) **4745** Proposition de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 21.12.2000
- 34) **4747** Proposition de loi visant à réglementer la production, la distribution et la vente du cannabis
Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 4.1.2001
- 35) **4792** Proposition de loi portant création de l'Agence luxembourgeoise de sécurité alimentaire (ALSA)
Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 2.5.2001
- 36) **4793** Proposition de loi portant modification de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 2.5.2001
- 37) **4810** Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise visant à introduire la double nationalité et à faciliter l'accès à la nationalité luxembourgeoise
Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 18.6.2001

- 38) **4823** Proposition de loi visant à modifier la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 11.7.2001
- 39) **4854** Proposition de loi
1. portant abolition de la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une Cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg et
2. autorisant le Gouvernement à faire procéder à la construction d'une Cité judiciaire sur les îlots de la „Rocade de Bonnevoie“ à Luxembourg
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 10.10.2001
- 40) **4864** Proposition de loi visant à favoriser les investissements à caractère éthique, solidaire ou écologique au moyen de la promotion de l'épargne mobilière
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 13.11.2001
- 41) **4865** Proposition de loi ayant pour objet d'assurer la qualité de l'alimentation dans la restauration collective publique
Dépôt: **Monsieur Marco Schank**, le 14.11.2001
- 42) **4873** Proposition de loi portant modification de la loi du 5 juillet 1991 portant
a) fixation des modalités d'une formation préparant transitoirement à la fonction d'instituteur;
b) fixation des modalités d'une formation préparant transitoirement au certificat de qualification de chargé de direction;
c) création d'un pool de remplaçants pour l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire;
d) dérogation à la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail
Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 29.11.2001
- 43) **4888** Proposition de loi portant modification de la loi du 18 mai 1979 portant réforme des délégations de personnel
Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 13.12.2001
- 44) **4974** Proposition de loi portant création d'un établissement public dénommé „Institut national de Santé Environnementale“
Dépôt: **Monsieur Jean Huss**, le 18.6.2002
- 45) **4996** Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire
Dépôt: **Monsieur Mars Di Bartolomeo**, le 17.7.2002
- 46) **5005** Proposition de loi visant à modifier la loi du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures
Dépôt: **Monsieur Gusty Graas**, le 8.8.2002
- 47) **5013** Proposition de loi relative à la protection des actionnaires minoritaires et à l'obligation de lancer une offre publique d'acquisition
Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 19.8.2002
- 48) **5020** Proposition de loi instaurant un programme de délivrance de médicaments à base de cannabinoïdes
Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 28.8.2002
- 49) **5036** Proposition de loi
1. relative à la politique nationale de développement durable,
2. portant création d'un établissement public nommé „Institut national du développement durable“,

3. portant abrogation de la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un conseil économique et social
 Dépôt: **Monsieur Robert Garcia, Monsieur Camille Gira**, le 15.10.2002
- 50) **5062** Proposition de loi portant création de la Commission consultative de Médecine préventive et sociale et modifiant la loi du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la Santé
 Dépôt: **Monsieur Jean Colombera**, le 3.12.2002
- 51) **5075** Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite
 Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 18.12.2002
- 52) **5086** Proposition de loi portant modification de l'article 55 de la loi communale du 13 décembre 1988
 Dépôt: **Monsieur Jean-Pierre Klein**, le 28.1.2003
- 53) **5093** Proposition de loi
 1. relative à la politique nationale pour le développement du tourisme,
 2. portant création d'un établissement public nommé „Institut national du Tourisme“,
 3. régissant les modalités du plan quinquennal pour le développement du tourisme
 Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 30.1.2003
- 54) **5168** Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 27 novembre 1980 ayant pour objet la création d'une administration de l'environnement
 Dépôt: **Monsieur Alex Bodry**, le 17.6.2003
- 55) **5172** Proposition de loi portant organisation d'un réseau de bibliothèques communales
 Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 1.7.2003
- 56) **5185** Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 28 juin 2002
 1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension
 2. portant création d'un forfait d'éducation
 3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti
 Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 15.7.2003
- 57) **5186** Proposition de loi portant modification de la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire
 Dépôt: **Monsieur Jean Colombera**, le 23.7.2003
- 58) **5252** Proposition de loi concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988
 Dépôt: **Madame Dagmar Reuter-Angelsberg**, le 27.11.2003
- 59) **5261** Proposition de loi instituant un service bancaire de base
 Dépôt: **Monsieur Claude Wiseler**, le 17.12.2003
- 60) **5283** Proposition de loi relative aux partis politiques et portant modification de la loi du 12 décembre 1967 modifiée concernant l'impôt sur le revenu
 Dépôt: **Monsieur Jean-Paul Rippinger**, le 27.1.2004
- 61) **5329** Proposition de loi sur les transports publics
 Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 21.4.2004
- 62) **5333** Proposition de loi créant un crédit d'impôt recherche
 Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 27.4.2004

- 63) **5433** Proposition de loi relative à la modification de l'article 29 de la loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics
Dépôt: **Monsieur Félix Braz**, le 19.1.2005
- 64) **5450** Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 11.3.2005
- 65) **5480** Proposition de loi portant modification a) de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée; b) de la loi modifiée du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectifs
Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 31.5.2005
- 66) **5621** Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition
Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 18.10.2006
- 67) **5623** Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant l'article 24bis de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux
Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 24.10.2006
- 68) **5646** Proposition de loi portant organisation d'un référendum populaire concernant la réalisation d'une ligne ferroviaire souterraine avec plusieurs arrêts sur le territoire de la ville de Luxembourg
Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 5.12.2006
- 69) **5668** Proposition de loi modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332 de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée
Dépôt: **Madame Anne Brasseur**, le 22.1.2007
- 70) **5682** Proposition de loi portant modification de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 13.2.2007
- 71) **5701** Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse
Dépôt: **Madame Lydie Err**, le 13.3.2007
- 72) **5703** Proposition de loi sur l'obligation des poids lourds en transit d'emprunter les autoroutes
Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 14.3.2007
- 73) **5747** Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation, 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat
Dépôt: **Monsieur Henri Kox**, le 11.7.2007
- 74) **5776** Proposition de loi portant modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat
Dépôt: **Madame Anne Brasseur**, le 18.9.2007
- 75) **5783** Proposition de loi modifiant la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant 1. modification du Code du travail; 2. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 3. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi; 4. modification des

articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales; 5. modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces; 6. modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural; 7. réforme de la taxe sur les véhicules routiers; 8. modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques; 9. introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés; 10. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; 11. établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement; 12. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat

Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 26.9.2007

- 76) **5793** Proposition de loi visant à abolir l'article 25. b) de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, telle qu'elle a été modifiée

Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 15.10.2007

- 77) **5794** Proposition de loi portant création d'une chambre des retraités

Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 15.10.2007

- 78) **5875** Proposition de loi a) réinstaurant l'automatisme d'indexation des salaires, traitements, pensions et rentes b) réinstaurant l'indexation des prestations familiales et du forfait éducation et c) instaurant l'indexation automatique du boni pour enfant et de ce fait 1) abrogeant les articles 1er et 3 de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements 2) modifiant a) l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et des traitements; b) l'article 10 de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet: 1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge; c) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance; d) l'article 4 de la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité; e) l'article 4 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; f) l'article 3 de la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire; g) l'article 6 de la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation; h) l'article 8 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; i) l'article 3 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait éducation; j) la loi du 21 décembre 2007 relative à la bonification d'impôts pour enfants

Dépôt: **Monsieur Gast Gibéryen**, le 22.4.2008

- 79) **5946** Proposition de loi portant

- modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- modification de la loi du 5 août 2005 relative aux contrats de garantie financière

Dépôt: **Monsieur Michel Wolter**, le 23.10.2008

- 80) **5960** Proposition de loi portant

- modification des conditions d'admission à la fonction d'instituteur
- modifiant l'article 30 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire

Dépôt: **Monsieur Claude Adam**, le 26.11.2008

- 81) **5971** Proposition de loi portant modification de l'article 355 du Code des Assurances Sociales

Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 9.12.2008

- 82) **6016** Proposition de loi visant – à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des députés – à promouvoir la modernisation de la gestion publique et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l’Etat b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d’une inspection générale des finances c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l’Etat, de la caisse générale de l’Etat et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu’elle a été modifiée)
Dépôt: **Monsieur Roger Negri**, le 18.3.2009
- 83) **6036** Proposition de loi modifiant l’article 10 de la loi du 13 juin 1984 modifié par l’article 28 de la loi du 9 juillet 2004
Dépôt: **Monsieur Alexandre Krieps**, le 29.4.2009
- 84) **6041** Proposition de loi visant à réviser les articles 4. (1) et 4. (2) de la loi du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 7.5.2009
- 85) **6042** Proposition de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 12.5.2009
- 86) **6044** Proposition de loi portant modification de la loi du 25 juillet 2002 concernant l’incapacité de travail et la réinsertion professionnelle
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 13.5.2009

Service Central des Imprimés de l'Etat